

**DELIBERATION N° 2016-02 DU 20 JANVIER 2016 DE LA COMMISSION DE CONTROLE
DES INFORMATIONS NOMINATIVES PORTANT AUTORISATION A LA MISE EN ŒUVRE
DU TRAITEMENT AUTOMATISE D'INFORMATIONS NOMINATIVES AYANT POUR FINALITE
« LA GESTION DES DECLARATIONS DE SOUPÇON »
PRESENTE PAR MARTIN MAUREL SELLA BANQUE PRIVEE – MONACO S.A.M.**

Vu la Constitution du 17 décembre 1962 ;

Vu la Convention n° 108 du Conseil de l'Europe pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel et son Protocole additionnel ;

Vu la Loi n° 1.165 du 23 décembre 1993 relative à la protection des informations nominatives, modifiée ;

Vu la Loi n° 1.362 du 3 août 2009 relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et la corruption ;

Vu l'Ordonnance Souveraine n° 2.230 du 19 juin 2009 fixant les modalités d'application de la Loi n° 1.165 du 23 décembre 1993, susvisée ;

Vu l'Ordonnance Souveraine n° 2.318 du 3 août 2009 fixant les conditions d'application de la Loi n° 1.362 du 3 août 2009 relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et la corruption ;

Vu l'Ordonnance n° 3.559 du 5 décembre 2011 rendant exécutoire l'Accord monétaire entre l'Union Européenne et la Principauté de Monaco ;

Vu l'Ordonnance Souveraine n° 4.104 du 26 décembre 2012 modifiant l'Ordonnance Souveraine n° 2.318 du 3 août 2009, modifiée, fixant les conditions d'application de la Loi n° 1.362 du 3 août 2009 relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et la corruption ;

Vu la demande d'autorisation déposée par Martin Maurel Sella Banque Privée – Monaco S.A.M., le 20 novembre 2015, concernant la mise en œuvre d'un traitement automatisé ayant pour finalité « *La gestion des déclarations de soupçon* », dénommé « *Déclaration de soupçon* » ;

Vu la prorogation du délai d'examen de la présente demande d'autorisation notifiée au responsable de traitement le 18 janvier 2016, conformément à l'article 11-1 de la Loi n° 1.165, susmentionnée ;

Vu le rapport de la Commission de Contrôle des Informations Nominatives en date du 20 janvier 2016 portant examen du traitement automatisé susvisé.

La Commission de Contrôle des Informations Nominatives,

Préambule

La Société Martin Maurel Sella Banque Privée – Monaco S.A.M., immatriculée au RCI sous le n° 00S03802, a notamment pour activité « [...] la réalisation de toutes opérations de banque ou connexes telles que définies par la « loi bancaire » applicable (...) ».

Effectuant « à titre habituel des opérations de banque » au sens de l'article 1er de la Loi n° 1.362 du 3 août 2009 relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et la corruption, elle est soumise aux dispositions de ladite loi. A ce titre, elle est susceptible d'effectuer des déclarations de soupçon auprès du SICCFIN.

Le traitement objet de la présente demande d'autorisation porte sur des soupçons d'activités illicites, des infractions, des mesures de sûreté. Il est également mis en œuvre à des fins de surveillance en ce que la Loi susvisée impose une obligation de vigilance constante à l'égard de la relation d'affaires. Il est donc soumis au régime de l'autorisation de l'article 11-1 de la Loi n° 1.165, modifiée.

I. Sur la finalité et les fonctionnalités du traitement

Le traitement a pour finalité « *La gestion des déclarations de soupçon* ».

Il est dénommé « *Déclaration de soupçon* ».

Les personnes concernées sont « *les clients (personnes physiques, personnes morales), les mandataires, les bénéficiaires économiques et les salariés* ».

S'agissant des salariés, la Commission observe qu'est uniquement exploité dans le traitement dont s'agit le « *nom du gestionnaire concerné* ».

Les fonctionnalités sont les suivantes :

- établir et déclarer au SICCFIN, les personnes physiques ou morales, les sommes inscrites dans les livres de la Banque et les opérations qui pourraient être liées au blanchiment de capitaux, au financement du terrorisme et à la corruption ;
- assurer le suivi des déclarations et des échanges avec le SICCFIN ;
- permettre au responsable Conformité d'effectuer un suivi sur les décisions de rompre ou non la relation d'affaires ;
- permettre de suivre les informations recueillies postérieurement à la déclaration et susceptibles d'en modifier la portée ;
- établir des statistiques.

La Commission considère que la finalité du traitement est explicite et légitime, conformément à l'article 10-1 de la Loi n° 1.165, modifiée.

II. Sur la licéité et la justification du traitement

Eu égard à l'objet social du responsable de traitement, et aux obligations qui lui incombent en application de la Loi n° 1.362 du 3 août 2009 relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et la corruption, la Commission

considère que ce traitement est licite et justifié, au sens des articles 10-1 et 10-2 de la Loi n° 1.165, modifiée.

III. Sur les informations traitées

Les informations nominatives traitées sont :

- identité : nom, raison sociale et adresse du déclarant (la banque) ; nom, numéro de téléphone et adresse email du correspondant SICCFIN ; nom du gestionnaire concerné ;
Personne physique concernée par la déclaration : nom, prénom, date et lieu de naissance, sexe ; pièce d'identité : type, numéro, date d'émission, date d'échéance, autorité émettrice/pays ; nom, prénom et date de naissance des personnes physiques en lien ; raison sociale, forme juridique, pays, numéro d'immatriculation des personnes morales, entités juridiques ou trusts en lien ;
Personnes morales/Entité juridique ou trust concerné par la déclaration : raison sociale/intitulé, date d'enregistrement, pays d'enregistrement, forme juridique, numéro d'immatriculation, type d'activité ; documents sociaux : type, référence, intitulé ; liste des bénéficiaires économiques effectifs, représentants légaux et mandataires : nom, prénom, date de naissance et fonction ; raison sociale, forme juridique, pays, numéro d'immatriculation des personnes morales, entités juridiques ou trusts en lien ;
- adresses et coordonnées : adresse du déclarant (la banque), numéro de téléphone et adresse email du correspondant SICCFIN ; *Personne physique concernée par la déclaration* : adresse ; *Personne morale concernée par la déclaration* : adresse du siège social ; *Entité juridique ou trust concerné par la déclaration* : adresse ;
- formation - diplômes - vie professionnelle : *Personne physique concernée par la déclaration* : activité professionnelle ;
- caractéristiques financières : *Personne physique concernée par la déclaration* : surface financière, numéro de compte bancaire dont la personne est titulaire, mandataire ou bénéficiaire économique effectif ; *Personne morale/Entité juridique ou trust concerné par la déclaration* : numéro de compte bancaire ;
- données d'identification électronique : numéro de référence SICCFIN, numéro de référence interne ;
- informations faisant apparaître (...) des appartenances politiques : Statut Personne Exposée Politiquement (PEP) ;
- infractions, soupçons d'activités illicites : motif de la déclaration de soupçon/description des faits ;
- suites données à la relation d'affaires : rupture ou non de la relation d'affaires ;
- dates des échanges avec le SICCFIN : date de déclaration, d'accusé de réception du SICCFIN.

Les informations relatives à l'identité, aux formations diplômes et vie professionnelle, et certaines se rapportant aux adresses et coordonnées ont pour origine le traitement ayant pour finalité la « *Gestion de l'identification et de la vérification des personnes soumises à la loi relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et la corruption* », non légalement mis en œuvre à ce jour. Celles afférentes aux caractéristiques financières sont issues du traitement ayant pour finalité « *Tenue des comptes de la clientèle et les traitements des informations s'y rattachant par les établissements bancaires et assimilés* », légalement mis en œuvre. Enfin, les autres informations proviennent du Service Conformité ou du SICCFIN.

A cet égard, la Commission relève que le traitement dont s'agit est alimenté substantiellement par le traitement ayant pour finalité la « *Gestion de l'identification et de la vérification des personnes soumises à la loi relative à la lutte contre le blanchiment de*

capitaux, le financement du terrorisme et la corruption » non légalement mis en œuvre à ce jour.

En conséquence, la Commission conditionne l'alimentation du traitement dont s'agit par les informations issues du traitement ayant pour finalité « *Gestion de l'identification et de la vérification des personnes soumises à la loi relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et la corruption* », à la mise en œuvre de celui-ci dans les plus brefs délais par le biais de l'obtention d'une autorisation auprès d'elle.

IV. Sur les droits des personnes concernées

➤ *Sur l'information des personnes concernées*

Le responsable de traitement indique que l'information préalable des personnes concernées est assurée au moyen d'une mention ou clause particulière intégrée dans un document remis à l'intéressé et d'une procédure interne accessible en intranet.

A cet égard, la Commission constate que l'extrait joint des conditions générales n'informe pas les personnes concernées conformément à l'article 14 de la Loi n° 1.165, modifiée, s'agissant notamment de la finalité exacte du traitement et des catégories de destinataires du traitement dont s'agit.

Par ailleurs elle relève que le document exclusivement à usage interne intitulé « *Informations nominatives* », accessible sur l'intranet de la banque, fait référence en annexe 2 à un « *fichier des traitements* » qui reprendrait pour chacun d'eux les éléments d'information visés à l'article 14 de la Loi n° 1.165, modifiée. Ce document n'a cependant pas été joint au dossier.

Enfin, elle n'est pas en mesure de s'assurer de l'information de l'ensemble des différentes catégories de personnes concernées.

En conséquence, elle demande que soit assurée l'information de l'ensemble des personnes concernées et que cette information soit effectuée conformément à l'article 14 de la Loi n° 1.165, modifiée.

➤ *Sur l'exercice du droit d'accès, de modification et de mise à jour*

La Commission relève, notamment au vu des informations exploitées, que le droit d'accès ne peut être directement exercé auprès du responsable de traitement au regard de la nature du traitement et des obligations qui lui incombent, conformément à l'article 43 de la Loi n° 1.362, susvisée, qui sanctionne pénalement les dirigeants ou les préposés des organismes financiers qui ont :

- « *informé sciemment le propriétaire des sommes, l'auteur de l'une des opérations, ou un tiers de l'existence de la déclaration ou de la transmission de renseignements prévus au Chapitre VI ;*
- *divulgué à quiconque des informations sur les suites données à la déclaration* ».

En conséquence, la Commission demande que les personnes concernées soient valablement informées, par le responsable de traitement, de leur faculté d'exercer leur droit d'accès indirect en lui adressant, conformément à l'article 15-1 de Loi n° 1.165, une demande de vérification de leurs informations auprès du SICCFIN.

V. Sur les personnes ayant accès au traitement et les communications d'informations

➤ Sur les personnes ayant accès au traitement

Le responsable de traitement indique que le Responsable Conformité dispose d'un « accès en inscription, modification et mise à jour » et que l'Administrateur délégué et le Responsable de la Conformité et du Contrôle Interne (RCCI), tous deux correspondants SICCFIN de la banque, disposent d'un accès en consultation.

Il précise également qu' « une liste nominative des personnes ayant accès au traitement est tenue à jour ». La Commission en prend acte.

Aussi, considérant les attributions de chacune de ces personnes, et eu égard à la finalité du traitement, elle considère que les accès susvisés sont justifiés.

➤ Sur les communications d'informations

Le responsable de traitement indique que les informations sont susceptibles d'être communiquées au SICCFIN.

La Commission en prend acte et rappelle qu'elles sont susceptibles d'être communiquées aux Autorités compétentes dans le cadre des missions qui leurs sont légalement conférées.

VI. Sur les rapprochements et interconnexions avec d'autres traitements

Le responsable de traitement indique que le présent traitement fait l'objet d'interconnexions avec les traitements ayant pour finalité respective « *Gestion de l'identification et de la vérification des personnes soumises à la loi relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et la corruption* », la « *Tenue des comptes de la clientèle* » et la « *Gestion des habilitations et des accès aux applications* ».

La Commission constate, qu'à ce jour, seul le traitement ayant pour finalité la « *Tenue des comptes de la clientèle et les traitements des informations s'y rattachant par les établissements bancaires et assimilés* », a été légalement mis en œuvre.

Aussi, elle demande que les traitements ayant pour finalité respective la « *Gestion de l'identification et de la vérification des personnes soumises à la loi relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et la corruption* » et la « *Gestion des habilitations et des accès aux applications* » lui soient soumis dans les plus brefs délais.

VII. Sur la sécurité du traitement et des informations

Les mesures prises pour assurer la sécurité et la confidentialité du traitement et des informations qu'il contient n'appellent pas d'observation particulière.

La Commission rappelle que, conformément à l'article 17 de la Loi n° 1.165, modifiée, les mesures techniques et organisationnelles mises en place afin d'assurer la sécurité et la confidentialité du traitement au regard des risques présentés par celui-ci et de la nature des

données à protéger devront être maintenues et mises à jour en tenant compte de l'état de l'art, afin de permettre de conserver le haut niveau de fiabilité attendu tout au long de la période d'exploitation du présent traitement.

VIII. Sur la durée de conservation

Le responsable de traitement indique que les informations traitées sont conservées pour une durée de « 10 ans après la déclaration si demeurée sans suite de la part du SICCFIN » ou « 6 mois après information par le SICCFIN de l'existence d'une décision judiciaire devenue définitive ».

A cet égard, la Commission constate que l'article 10 de la Loi n° 1.362, précitée, dispose que :

- « Les organismes et les personnes visés aux articles premier et 2 sont tenus de :*
- *conserver pendant cinq ans au moins, après avoir mis fin aux relations avec leurs clients habituels ou occasionnels désignés à l'article 3, une copie de tous les documents probants ayant successivement servi à l'identification et à la vérification de l'identité, ainsi que de tous les documents recueillis ayant permis l'identification prescrite à l'article 5 ;*
 - *conserver pendant une période d'au moins cinq ans à partir de l'exécution des opérations, une copie des enregistrements, des livres de comptes, de la correspondance commerciale et des documents relatifs aux opérations effectuées de façon à pouvoir les reconstituer précisément ;*
 - *enregistrer les opérations effectuées de manière à pouvoir répondre aux demandes de renseignements visées à l'article 27, dans le délai prescrit ;*
 - *être en mesure de répondre de manière rapide et complète à toute demande d'information du Service d'Information et de Contrôle sur les Circuits Financiers tendant à déterminer s'ils entretiennent ou ont entretenu au cours des cinq années précédentes une relation d'affaires avec une personne physique ou morale donnée et la nature de cette relation.*
- Le Service d'Information et de Contrôle sur les Circuits Financiers peut demander la prorogation des délais de conservation dans le cadre d'une investigation en cours ».*

Ainsi, elle constate que l'article 10 de la Loi n° 1.362, susvisée, ne prévoit pas de délai de conservation spécifique s'agissant des déclarations de soupçon.

Par ailleurs, elle préconise dans sa délibération n° 2012-147 du 22 octobre 2012 portant recommandation sur les délais de conservation des informations nominatives se rapportant à la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et la corruption une durée de conservation de :

- 5 ans après la déclaration demeurée sans suite de la part du SICCFIN, en l'absence de transmission du rapport du SICCFIN au Procureur Général ;
- 6 mois après l'information par le SICCFIN de l'existence d'une décision judiciaire devenue définitive, en cas de transmission du rapport du SICCFIN au Procureur Général.

La Commission fixe donc la durée de conservation des informations à 5 ans après la déclaration demeurée sans suite de la part du SICCFIN, en l'absence de transmission du rapport du SICCFIN au Procureur Général, ou à 6 mois après l'information par le SICCFIN de l'existence d'une décision judiciaire devenue définitive, en cas de transmission du rapport

du SICCFIN au Procureur Général, et ce, sans préjudice des dispositions du dernier alinéa de l'article 10 de la Loi n° 1.362, susvisée.

Après en avoir délibéré, la Commission :

Demande que :

- l'information préalable de l'ensemble des personnes concernées soit assurée conformément à l'article 14 de la Loi n° 1.165, modifiée ;
- les personnes concernées soient valablement informées de leur faculté d'exercer leur droit d'accès indirect ;
- les traitements ayant pour finalité respective la « *Gestion de l'identification et de la vérification des personnes soumises à la loi relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et la corruption* » et la « *Gestion des habilitations et des accès aux applications* » lui soient soumis dans les plus brefs délais.

Fixe la durée de conservation des informations à 5 ans après la déclaration demeurée sans suite de la part du SICCFIN, en l'absence de transmission du rapport du SICCFIN au Procureur Général, ou à 6 mois après l'information par le SICCFIN de l'existence d'une décision judiciaire devenue définitive, en cas de transmission du rapport du SICCFIN au Procureur Général, et ce, sans préjudice des dispositions du dernier alinéa de l'article 10 de la Loi n° 1.362, susvisée.

A la condition de la prise en compte des éléments qui précèdent,

La Commission de Contrôle des Informations Nominatives **autorise la mise en œuvre par Martin Maurel Sella Banque Privée – Monaco S.A.M. du traitement automatisé d'informations nominatives ayant pour finalité « *La gestion des déclarations de soupçon* », dénommé « *Déclaration de soupçon* ».**

Le Vice-Président

Rainier BOISSON